

Table des matières

Remerciements	5
Préface	9
Chapitre 1 Introduction aux maltraitances financières et personnes âgées.	
De qui parle-t-on ? De quoi parle-t-on ? Comment en parle-t-on ?.....	13
1.1. L'approche développée	13
1.2. Quelques paramètres de lecture.....	24
Chapitre 2 Quels sont les cas d'abus auxquels est confronté un organisme de défense des consommateurs et dans quelle mesure ces cas posent-ils problème chez la personne âgée ?	35
2.1. Introduction.....	35
2.2. Démarchage à domicile et variantes	36
2.2.1. Le vol à la ruse	36
2.2.2. Arnaque à la porcelaine de Limoges.....	38
2.2.3. Papier WC	39
2.2.4. Vérandas.....	40
2.3. Ventes par correspondance.....	41
2.4. Voyages organisés	42
2.5. Arnaques à la santé	42
2.6. Maisons de repos.....	44
Jurisprudence	47
Chapitre 3 La brigade APA.....	49
Regard français - Le droit pénal et la personne âgée	55
Chapitre 4 Évaluation clinique de la compétence des personnes âgées à gérer leurs biens. Une revue de quelques outils proposés dans la littérature.....	59
4.1. Introduction.....	59
4.2. Un certificat médical circonstancié (annexe 1)	61
4.3. Revue de littérature.....	61
4.3.1. Méthodologie de la revue de littérature	62

4.3.2. Résultats de la revue de littérature	63
4.3.2.1. Instruments qui traitent uniquement de l'administration des biens	63
4.3.2.2. Instruments qui traitent aussi de l'administration des biens	67
4.4. Conclusions.....	69
Le majeur protégé et le médecin inscrit en droit français.....	71
Jurisprudence	73
Chapitre 5 Le notaire et les personnes âgées disposant de biens	77
Regard français - Le notaire et la personne âgée	87
Jurisprudence	89
Chapitre 6 Les associations d'aide aux personnes âgées victimes de maltraitance (financières) et autres structures : des lieux privilégiés d'écoute.....	91
6.1. Des services de lutte contre la maltraitance	91
6.2. L'expertise d'Infor-Homes	93
6.3. La maltraitance, une réalité multiforme.....	93
6.4. La maltraitance financière, symptôme d'un lien grippé.....	94
6.5. Les objectifs du SEPAM.....	96
6.6. Les outils à notre disposition	97
6.7. Nos ressources extérieures	98
6.8. La personne âgée, un sujet de droit	99
Regard français - L'écoute	103
Chapitre 7 Discussion entre un médecin et un « administrateur de biens »	105
7.1. Rôle de l'administrateur de biens.....	105
7.2. Procédure de l'administrateur de biens	107
7.3. Convocation par le Juge de Paix	109
7.4. Les conséquences d'une mise sous administration de biens	110
7.5. Les droits et les devoirs de l'administrateur de biens	111
7.6. Levées de procédure	112
7.7. Les déviances de l'administration des biens	113
7.8. Les bonheurs et malheurs du patient et de l'administrateur de biens	113
Jurisprudence	115
Chapitre 8 Discussion entre un médecin et un juge de paix.....	117
Regard français - Le médecin et le juge ou de l'importance du certificat médical du médecin choisi inscrit sur une liste établie par le Procureur de la République	123
Jurisprudence	127
Chapitre 9 La déontologie médicale face à l'administration de biens	129
9.1. Introduction.....	129
9.2. Un certificat médical circonstancié : son contenu.....	130

9.3. Le certificat circonstancié : aspects déontologiques	133
9.4. Qui peut rédiger un certificat circonstancié ?	134
9.5. La forme du certificat	137
9.5.1. Question première.....	137
9.5.2. Question seconde.....	138
9.6. Situations qui peuvent se présenter.....	139
9.6.1. Certificat circonstancié incomplet.....	139
9.6.2. Refus d'examen médical par la personne pour laquelle est sollicitée une administration provisoire	140
9.6.3. Absence de certificat circonstancié	141
9.6.4. Restauration de la capacité de gestion.....	141
9.6.5. L'urgence	142
9.6.6. Les compétences de l'administrateur.....	143
9.7. Conclusion	144
Regard français - Le majeur protégé et le médecin inscrit en droit français.....	147
Regard canadien - La déontologie médicale face à l'administration de biens ..	149
Chapitre 10 Les régimes de protection autres que l'administration provisoire	153
10.1. Introduction.....	153
10.2. Les différentes mesures de protection des personnes organisées par la loi	155
10.3. La minorité prolongée (art. 487bis à 487octies du Code civil)	156
Art. 487bis du Code civil.....	156
10.3.1. Notion et conditions	156
10.3.2. Procédure	157
10.3.3. Régime de protection et incapacité.....	158
10.4. L'interdiction	159
Article 489 du Code civil.....	159
10.4.1. Notion et conditions	159
10.4.2. Procédure	159
10.4.3. Régime de protection et incapacité.....	160
10.5. L'assistance d'un conseil judiciaire (articles 513 à 515 du Code civil et 1247 du Code judiciaire).....	161
Article 513 du Code civil.....	161

Article 1247 du Code judiciaire	161
10.5.1. Notion et conditions	161
10.5.2. Procédure	162
10.5.3. Régime de protection et incapacité.....	163
10.6. La protection du conjoint « inapte » au sein du mariage (articles 220 et 1426 du Code civil).....	164
10.7. La protection du patient âgé	165
10.8. La représentation conventionnelle.....	167
10.9. Les projets de réforme : vers l’instauration d’un statut unique d’incapacité ?.....	167
Regard français - Les nouveaux régimes de protection des majeurs en droit français.....	169
Regard canadien - Les régimes particuliers de protection	173
Jurisprudence	175
Chapitre 11 La maltraitance financière et ses conséquences judiciaires.....	177
11.1. Les interventions judiciaires en matière de protection des droits patrimoniaux des personnes âgées	178
11.1.1. La protection civile	178
a) Sur le plan de la capacité	179
b) Sur le plan du consentement.....	184
11.1.2. La protection pénale.....	185
11.2. Le cas particulier de l’intervention judiciaire à la suite d’une restriction légale aux droits patrimoniaux d’une personne âgée atteinte d’un problème de santé physique ou mentale.....	187
11.3. L’aide à la mise en œuvre concrète des réponses judiciaires à la maltraitance financière.....	189
Regard français - La maltraitance financière en droit français.....	191
Chapitre 12 La parole est à la défense	195
Jurisprudence	202
Chapitre 13 Biens matériels entre la violence et la protection.....	205
13.1. Situation vécue	206
13.1.1. Description du cas	207
13.1.2. Analyse critique de la situation	208
13.2. Administration provisoire de biens	212
13.2.1. Introduction et contenu de la requête de mise sous administration provisoire	213

13.2.2. Rôle du Juge de Paix	214
13.2.3. Le certificat médical circonstancié et le rôle du médecin dans la procédure	214
13.2.4. Droits de la personne à protéger dans le cadre d'une administration provisoire de biens	215
Regard français - Le choix et le temps de la procédure.....	219
Chapitre 14 La personne âgée sous contrainte légale	223
Représentations et identités sociales	224
Vulnérabilité et protection.....	224
Reconnaissance et autonomie	226
Jurisprudence	228
Post-face	231
Annexes	
Les modèles de certificat médical en forme dactylographiée : mise en garde	235
Annexe 1.....	237
Modèle de certificat médical circonstancié en vue d'une administration de biens.....	237
Annexe 2.....	239
Modèles de certificat médical circonstancié	239
Modèle A	239
Modèle B	241
Modèle C	242
Annexe 3.....	243
Modèle suggéré de certificat circonstancié en vue de mettre fin à une administration provisoire.....	243
Annexe 4.....	245
Adresses utiles (en Belgique).....	245
I. Associations mentionnées dans cet ouvrage.....	248
I.1. Région de Bruxelles-Capitale	248
I.2. Région flamande	248
I.3 En Région wallonne.....	249
II. Autres associations ou services	251
II.1 Région de Bruxelles-Capitale	251
II.2. Région flamande	251
II.3. Région wallonne.....	251
III. Services de police	252

Table des matières

III.1. Police zonale de Charleroi.....	252
III.2. Zone de police 5340 Bruxelles-Ouest.....	252
IV. Parquets	252
Les auteurs	259
Table des matières	261